



## ASIE DU SUD

L'Asie est le continent le plus vaste et le plus peuplé du monde. Elle revêt une grande importance géostratégique pour l'Union, qui noue des liens étroits avec des pays d'Asie du Sud en tant qu'acteur économique de premier plan et que bailleur de fonds majeur en matière d'aide au développement, œuvrant au renforcement des institutions, de la démocratie, de la bonne gouvernance et des Droits de l'homme. L'Union est aussi préoccupée par des problèmes de sécurité dans la région, comme le conflit au Cachemire et l'Afghanistan.

La présente fiche décrit la région d'Asie du Sud. Voir également les fiches techniques sur l'Asie de l'Est ([5.6.8](#)) et l'Asie du Sud-Est ([5.6.9](#)).

### BASE JURIDIQUE

- Titre V (action extérieure de l'Union) du traité sur l'Union européenne (traité UE);
- Articles 206 et 207 (commerce) et articles 216 à 219 (accords internationaux) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE);
- Accords de partenariat et de coopération (APC) (relations bilatérales).

### ASSOCIATION SUD-ASIATIQUE DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ASACR)

L'Union favorise l'intégration régionale et soutient l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR). Les pays membres de l'ASACR sont l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. L'Union européenne, la Chine, l'Iran, le Japon, la Corée du Sud, Maurice, le Myanmar et les États-Unis y ont le statut d'observateur.

La coopération au développement entre l'Union européenne et les pays de l'Asie du Sud recouvre l'aide financière et technique, mais aussi la coopération économique. Au nombre des priorités figurent la stabilité régionale, la réduction de la pauvreté, les Droits de l'homme, le développement durable, la bonne gouvernance et les droits des travailleurs. La coopération entre l'Union et l'ASACR vise à encourager l'harmonisation des normes, la facilitation des échanges commerciaux et la sensibilisation aux avantages découlant de la coopération régionale.

#### Inde

Le partenariat stratégique UE-Inde favorise le commerce et la coopération économique. Chacun des deux partenaires compte des régions de puissance



économique, de langue et de culture très diversifiées, constitue un vaste marché et occupe une position géostratégique qui engendre des problèmes de sécurité.

Le Conseil de l'UE a adopté, le 10 décembre 2018, des [conclusions](#) visant à renforcer et à approfondir les relations avec l'Inde en favorisant la paix et la sécurité dans les années à venir.

L'Inde mène des réformes politiques et économiques axées sur la modernisation de l'administration, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption à l'aide de programmes de démonétisation et de transparence, la résolution de problèmes sociaux, le développement de l'économie au moyen des initiatives *Make in India* et *Invest India*, ainsi que l'instauration d'une taxe sur les biens et services à l'échelon du pays.

Le plan d'action 2020 UE-Inde adopté lors du sommet de 2016 met en place des forums de consultation en matière de politique étrangère et de sécurité. L'Inde est une puissance nucléaire, à l'instar du Pakistan et de la Chine, ses voisins, et elle fait face à des problèmes de sécurité, au terrorisme et à des conflits armés à ses frontières, en particulier avec le Pakistan, dans l'État autonome du Jammu-et-Cachemire.

Un attentat suicide à la bombe a tué plus de 40 soldats indiens au Cachemire le 14 février 2019. Il a été revendiqué par le groupe terroriste Jaish-e-Muhammed (JeM), basé au Pakistan, et le raid aérien lancé par l'Inde en représailles a conduit à la plus importante confrontation militaire entre l'Inde et le Pakistan au cours des décennies de tensions et de conflits militaires qui ont opposé ces deux pays.

En août 2019, le gouvernement indien a révoqué le statut spécial de l'État du Jammu-et-Cachemire. Cette décision a donné lieu à de violentes protestations et a menacé la stabilité politique dans la région. Plus de 900 millions de personnes étaient autorisées à voter aux élections législatives, organisées en sept phases étalées sur cinq semaines, entre le 11 avril et le 19 mai 2019. Le parti nationaliste Bharatiya Janata (BJP) de Narendra Modi a remporté 303 des 545 sièges du Lok Sabha, soit le meilleur score de son histoire, au détriment du parti du Congrès national indien (INC) de Rahul Gandhi et de ses alliés.

Le 21 octobre 2019, des élections se sont déroulées dans les États de Maharashtra et de Haryana pour renouveler les assemblées de ces États. Au Maharashtra, l'alliance BJP-Shiv Sena a remporté la majorité absolue des sièges. En revanche, aucun parti n'a obtenu la majorité dans l'État de Haryana, mais le BJP y a tout de même obtenu 40 sièges. Les prochaines élections auront lieu en novembre ou décembre 2019 dans l'État du Jharkhand.

Le système de castes de l'Inde est l'une des plus anciennes formes d'organisation sociale du monde, ce qui suscite des inquiétudes quant à la persistance de la discrimination à laquelle il donne lieu. Le pays est également une mosaïque ethnique et linguistique qui est le théâtre de tensions dans plusieurs États ainsi que de violations des droits fondamentaux et des Droits de la femme et des enfants.

Le commerce de biens entre l'Union et l'Inde en 2018 est estimé à 90 milliards d'euros, avec un fort excédent de 2 milliards d'euros en faveur de l'Inde. L'Union est aussi l'une des sources d'investissements les plus importantes de l'Inde avec, en 2017, un



stock d'IDE sortants de 76,7 milliards d'euros et un stock d'IDE entrants de 11 milliards d'euros. L'Inde bénéficie actuellement de tarifs douaniers préférentiels unilatéraux en vertu du système des préférences généralisées (SPG) de l'Union, qui subordonne les préférences commerciales unilatérales au respect des Droits de l'homme et du travail.

## **Pakistan**

Les relations entre l'Union européenne et le Pakistan remontent à 1962 et sont fondées sur un accord de coopération datant de 2004. En tant que bailleur de fonds d'aide au développement majeur, l'Union soutient l'action en faveur de la démocratie et du renforcement des institutions au Pakistan. L'Union est très préoccupée par la situation en matière de Droits de l'homme, la loi sur le blasphème et les tribunaux militaires au Pakistan.

Les élections de l'assemblée nationale et des assemblées provinciales en juillet 2018 ont eu lieu dans un contexte de tensions politiques entre la Ligue musulmane du Pakistan — groupe Nawaz Sharif (PML-N), alors au pouvoir, et les forces d'opposition, emmenées par le Mouvement du Pakistan pour la justice (Pakistan Tehreek-e-Insaf, PTI), qui a remporté le scrutin. L'Union a déployé une mission d'observation électorale placée sous la houlette de Michael Gahler (PPE, Allemagne) et composée de 10 observateurs du Parlement européen.

La sphère politique pakistanaise est en émoi depuis le scandale de corruption qui a éclaboussé l'ancien Premier ministre, Nawaz Sharif, dans le cadre des *Panama papers* en 2016. Celui-ci a été contraint de démissionner en juillet 2017 et a été condamné à 10 ans de prison en juillet 2018.

Les deux principaux partis d'opposition font actuellement face à des scandales de corruption. Shehbaz Sharif, frère de Nawaz Sharif et actuel président de la Ligue musulmane du Pakistan (PLM), fait actuellement l'objet d'une enquête pour corruption datant de la période où il était gouverneur du Pendjab. En juin 2019, Asif Ali Zardari, actuel dirigeant de facto du Parti du peuple pakistanais et ancien président du pays, a été arrêté à la suite d'accusations de blanchiment d'argent.

L'armée continue d'intervenir dans la politique intérieure et étrangère et dispose d'un mandat très étendu sur les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme, dans un contexte où les tensions interconfessionnelles, le terrorisme et l'insécurité ne cessent de prendre de l'ampleur.

En août 2019, l'Union a renforcé son soutien au Pakistan avec un programme de lutte contre le terrorisme de 4 millions d'euros après la signature du plan de coopération stratégique UE-Pakistan en juin 2019. Les relations avec l'Inde se sont toutefois détériorées à la suite de la décision du pays de révoquer le statut spécial de l'État du Jammu-et-Cachemire.

Le Pakistan compte parmi les principaux bénéficiaires des préférences commerciales unilatérales de l'Union dans le cadre du volet SPG+ du SPG, lesquelles ont été réinstaurées en 2014. Dans le cadre de ce processus, la commission du commerce international du Parlement européen veille au respect des exigences liées au SPG+ en s'appuyant sur le rapport d'évaluation établi tous les deux ans par la Commission sur le Pakistan (2016-2017). L'Union est le deuxième partenaire commercial du Pakistan



(après la Chine), avec des échanges qui se sont élevés à 12,6 milliards d'euros au total en 2018; l'Union concentre par ailleurs 35 % du total des exportations pakistanaises. Le Pakistan bénéficie d'un excédent commercial de 1,2 milliard d'euros avec l'Union.

L'Union est un important bailleur de fonds en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire au Pakistan, qui a bénéficié de 653 millions d'euros au titre de l'instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020.

## **Afghanistan**

Un accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'UE et l'Afghanistan a été signé le 18 février 2017 et approuvé par le Parlement européen le 13 mars 2019.

Le 26 août 2018, l'Union et ses États membres ont approuvé la feuille de route 2018-2020 de l'Union pour le dialogue avec la société civile en Afghanistan.

Les talibans, mais aussi, depuis plus récemment, le groupe État islamique, constituent de graves menaces pour la sécurité du pays. L'Afghanistan risque de devenir un «État failli». Le resserrement de la coopération régionale constituerait un facteur important de stabilité dans le pays et dans l'ensemble de la région. L'Union, fermement soutenue en cela par le Parlement européen, est favorable à un processus de paix mené, pris en charge et contrôlé par l'Afghanistan. Du point de vue institutionnel, les principaux défis auxquels l'Afghanistan a dû faire face ont été les élections du parlement et des conseils de district, qui ont eu lieu le 20 octobre 2018 (et qui étaient en suspens depuis 2015), ainsi que la réforme constitutionnelle en attente depuis les élections de 2014.

L'Afghanistan est le principal bénéficiaire des fonds de développement de l'Union en Asie. L'Union a alloué 1,4 milliard d'euros à l'Afghanistan pour la période 2014-2020. Environ 20 % des crédits prévus font l'objet d'incitations financières subordonnées à la réalisation de réformes. La communauté internationale s'est engagée à apporter 13,6 milliards d'euros au cours de la période 2017-2020 à l'appui de la paix, de la sécurité et du développement économique en Afghanistan. L'Afghanistan bénéficie du régime commercial le plus favorable de l'Union, à savoir le régime «Tout sauf les armes» (TSA). Lors de la conférence pour l'Afghanistan qui s'est tenue à Bruxelles en octobre 2016, l'Union et ses États membres, principaux bailleurs de fonds internationaux du pays, se sont engagés à verser 5 milliards d'euros. Lors de la conférence ministérielle qui s'est tenue à Genève en novembre 2018, l'Union européenne a annoncé qu'elle apporterait 474 millions d'euros à l'appui de réformes dans le secteur public et du développement de l'État.

Le projet de gestion des frontières dans le nord de l'Afghanistan (*Border Management in Northern Afghanistan*), financé par l'Union, a abouti le 7 septembre 2019. L'Union a déjà contribué au développement de sept points de passage frontalier dans le pays.

En juin 2019, le mécanisme de soutien à la paix en Afghanistan (*Afghanistan Peace Support Mechanism*), financé par l'Union, a été lancé. En août 2019, la délégation de l'Union en Afghanistan a accordé un million d'euros à l'organe de presse *Salam Afghanistan Media Organisation* afin d'assurer une plus grande sensibilisation du public et davantage de transparence en matière d'informations et de reportages sur les élections.



Le Parlement a exprimé de vives inquiétudes face à la multiplication des insurrections et aux exactions des talibans contre les minorités telles les Hazaras, majoritairement chiites.

Une élection présidentielle s'est tenue le 28 septembre 2019. L'annonce des résultats finaux était censée avoir lieu le 7 novembre 2019, mais la commission électorale a fait savoir qu'elle serait reportée. Le 22 octobre 2019, des représentants de l'Union, des Nations unies, du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Norvège se sont réunis à Bruxelles et ont exhorté l'Afghanistan à assurer la transparence des résultats. Les talibans ont mené plusieurs attaques durant la campagne présidentielle.

## **Bangladesh**

Les relations entre l'Union et le Bangladesh datent de 1973. L'accord de coopération de 2001 englobe le commerce, le développement économique, les Droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'environnement. Les troisièmes consultations diplomatiques Bangladesh-UE, consacrées à un vaste éventail de questions et d'évolutions politiques, ont eu lieu le 19 juillet 2018.

L'Union a débloqué jusqu'à 690 millions d'euros au titre du programme indicatif pluriannuel 2014-2020. Elle a insisté sur la nécessité, pour le Bangladesh, de mener des réformes afin d'améliorer l'environnement des entreprises et d'attirer davantage de commerce et d'investissements.

En juillet 2019, l'Union a lancé au Bangladesh deux programmes portant sur la gestion des finances publiques et les réformes du régime national de sécurité sociale.

Le Bangladesh est une démocratie parlementaire où deux partis, la Ligue Awami et le Parti nationaliste bangladais, se relaient aux commandes du pays.

Grâce à un secteur privé dynamique et à une main-d'œuvre bon marché, la croissance économique du Bangladesh a atteint 7,3 % en 2018; il est aussi l'un des rares pays à avoir atteint les objectifs de développement du millénaire. Cela étant, le droit du travail et les conditions de travail demeurent très problématiques dans le pays, en particulier dans les industries de l'habillement autour de Dhaka.

Comme il fait partie des pays les moins avancés, le Bangladesh bénéficie du régime «TSA», le régime commercial le plus favorable du système de préférences généralisées de l'Union.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies du 28 février 2019, le Bangladesh a annoncé qu'il fermait sa frontière aux réfugiés rohingyas du Myanmar. Depuis août 2017, plus de 700 000 Rohingyas ont fui le Myanmar pour échapper aux persécutions et se sont réfugiés au Bangladesh. En octobre 2019, Amnesty International a publié un communiqué exhortant le Bangladesh à enquêter sur les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées de réfugiés rohingyas dans tout le pays. En août 2019, des milliers de réfugiés ont protesté contre les tentatives du Bangladesh, du Myanmar et des Nations unies de les rapatrier pour des raisons de sécurité. Les camps de réfugiés étant surpeuplés, le Bangladesh prévoit de déplacer des milliers de réfugiés rohingyas sur une île du golfe du Bengale.



## Sri Lanka

Les relations entre l'Union et le Sri Lanka remontent à 1975, date à laquelle a été conclu un accord de coopération, qui a été actualisé en 1995 avec la conclusion d'un accord de coopération de troisième génération en matière de partenariat et de développement. L'Union a à nouveau octroyé au Sri Lanka le bénéfice du régime SPG+ en mai 2017 pour l'inciter à mener des réformes politiques et à se conformer aux conventions sur les Droits de l'homme, le droit du travail, la protection de l'environnement et la bonne gouvernance. Le Sri Lanka peut exporter vers l'Union au titre du régime SPG+ depuis mai 2017 et le Parlement européen suit de près les progrès accomplis par celui-ci au regard du respect effectif des critères y afférents. Au cours de la décennie écoulée, l'Union a également octroyé au Sri Lanka 760 millions d'euros au titre de l'aide au développement. L'Union est le deuxième partenaire commercial du Sri Lanka (après l'Inde); leurs échanges bilatéraux de biens se sont élevés à environ 4,5 milliards d'euros en 2018 et la balance commerciale affiche un excédent de 1,3 milliard d'euros en faveur du Sri Lanka.

Le Sri Lanka a été en proie à une guerre civile entre 1983 et 2009, laquelle a opposé le gouvernement, dominé par les Cingalais, aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Encouragé par la victoire de l'armée, Mahinda Rajapaksa, alors président, a convoqué des élections présidentielles anticipées en janvier 2015, mais a été défait par Maithripala Sirisena du Parti de la liberté du Sri Lanka (SLFP). Le président Sirisena a nommé Ranil Wickremesinghe, du Parti national uni (UNP), au poste de Premier ministre. Après les élections législatives d'août 2015, l'UNP a formé avec le SLFP une coalition gouvernementale reposant sur un programme axé sur la bonne gouvernance, la réconciliation nationale et le rétablissement des liens avec la communauté internationale. Le changement de gouvernement a entraîné une forte croissance et consolidé la coopération avec l'Union. La 22<sup>e</sup> réunion de la commission mixte UE-Sri Lanka a eu lieu le 14 février 2019 à Bruxelles.

Les Droits de l'homme doivent constituer une priorité. Le Sri Lanka, divisé par les tensions ethniques et religieuses, a encore un long chemin à parcourir pour répondre aux normes internationales, et les nouvelles élections pourraient représenter une occasion de se pencher sur des sujets comme la peine de mort, la torture, la justice transitionnelle, la liberté d'expression, l'extrémisme religieux et l'égalité des sexes.

Le dimanche de Pâques, à savoir le 21 avril 2019, plus de 250 personnes ont été tuées dans neuf attentats visant trois églises catholiques et des hôtels au Sri Lanka. Ces attentats ont été revendiqués par le groupe État islamique, mais le gouvernement sri-lankais a également accusé des membres du *National Thowheed Jamath* (NTJ), un groupe dissident du *Sri Lanka Thowheed Jamath* (SLTJ).

Le 30 août 2019, le groupe sur la gouvernance, l'état de droit et les Droits de l'homme de la commission mixte UE-Sri Lanka s'est réuni à Colombo. Le Sri Lanka s'est engagé à mettre en œuvre les conventions internationales et a pu, en échange, rejoindre à nouveau la liste des pays bénéficiaires du régime SPG+. Les débats ont porté sur les progrès en matière de Droits de l'homme et de libertés fondamentales, les droits des femmes et des enfants, les droits des minorités et l'abolition de la torture et de la peine de mort.



En août 2019, la Commission, par l'intermédiaire de son instrument contribuant à la stabilité et à la paix, a alloué une enveloppe de 8,5 millions d'euros au Sri Lanka pour la lutte contre l'extrémisme violent, le renforcement de la résilience des communautés et la promotion de la paix et de la tolérance.

## Népal

Les relations entre l'Union européenne et le Népal remontent à 1973 et reposent sur un accord de coopération datant de 1996. Avec près d'un quart de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, le Népal est tributaire de l'aide extérieure pour 25 % de son budget. La 10<sup>e</sup> commission mixte UE-Népal s'est réunie le 28 juin 2018 et a dressé l'état des lieux de la mise en œuvre des projets de coopération en cours.

Un accord de financement pour la contribution de l'Union à l'agriculture et au développement rural au Népal, qui porte sur un montant de 40 millions d'euros, a été signé au cours de cette réunion. L'Union européenne est l'un des principaux bailleurs d'aide au développement du Népal, dont elle a triplé l'aide pour la porter à 360 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Union a également rappelé l'importance pour le Népal de tirer davantage parti des préférences commerciales qu'elle lui accorde au titre du régime « Tout sauf les armes » (TSA), dans un contexte où la valeur des échanges bilatéraux de biens a atteint 500 millions d'euros en 2018. Le 8 novembre 2019, la commission mixte UE-Népal s'est réunie à Katmandou. Il existe d'importantes inégalités entre les castes supérieures et inférieures et les communautés marginalisées telles que les Madhesi. La Chine et l'Inde se livrent à une guerre d'influence dans le pays.

L'Alliance communiste (qui regroupe le Parti communiste marxiste-léniniste unifié du Népal et le Parti communiste du Népal-Centre maoïste) a largement battu le Parti du congrès lors des élections législatives qui ont eu lieu en décembre 2017. L'Alliance communiste a également remporté les élections municipales, qui ont été organisées en trois phases, entre mai et septembre 2017, après avoir été boycottées par les représentants madhesis dans le Terai.

## Bhoutan

Coupé du monde extérieur pendant des siècles, le Bhoutan s'adapte à la mondialisation et renforce son économie tout en préservant ses traditions ancestrales. Il a opéré une transition pacifique vers la démocratie parlementaire, instaurée par la constitution de 2008, qui garantit la séparation des pouvoirs dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.

Le plan indicatif pluriannuel 2014-2020 de l'UE alloue 49,3 millions d'euros d'aide au Bhoutan. Depuis 1982, l'Union est très présente au Bhoutan, où elle œuvre à réduire la pauvreté, à promouvoir la démocratisation et la bonne gouvernance, et à favoriser l'agriculture durable ainsi que les ressources naturelles renouvelables. Un nouveau projet de soutien commercial UE-Bhoutan a été lancé le 24 mai 2018 dans l'optique de renforcer la création de valeur, les interconnexions sur les marchés ainsi que le cadre réglementaire en matière de commerce et d'investissement.

Le Parlement a reconnu à plusieurs reprises le caractère unique de la philosophie de développement du Bhoutan, qu'il a mise en place au moment où il s'est ouvert



à la mondialisation. Il repose sur le concept du Bonheur national brut (BNB), qui mesure statistiquement la qualité de vie des citoyens et met l'accent sur l'équilibre entre développement spirituel et matériel.

Les huitièmes consultations biennales entre le Royaume du Bhoutan et l'Union européenne se sont tenues en novembre 2019; lors de celles-ci, l'Union a encouragé le Bhoutan à mettre en œuvre les conventions des Droits de l'homme qui pourraient permettre au pays de bénéficier du régime SPG+.

### **Les Maldives**

En dépit de l'absence d'un accord de coopération officiel avec les Maldives, l'Union apporte son soutien, par la coopération, à l'appui des communautés rurales, du tourisme et de l'atténuation du changement climatique. Le 16 juillet 2018, le Conseil «Affaires étrangères» de l'Union a adopté un cadre en vue de mesures restrictives ciblées à l'encontre des personnes et entités responsables d'actes portant atteinte à l'état de droit ou faisant obstacle à la recherche d'une solution politique inclusive aux Maldives, ainsi que des personnes et entités responsables de violations graves des Droits de l'homme.

L'archipel des Maldives est vulnérable au changement climatique et exposé à la montée du niveau de la mer et à l'érosion côtière, qui menacent gravement la viabilité du pays. Le pays souffre également d'un taux élevé de chômage des jeunes, de la violence des gangs et de la toxicomanie. En outre, les troubles politiques et sociaux prennent de l'ampleur depuis la défaite de l'ancien président, Abdulla Yameen Abdul Gayoom, face au chef de l'opposition, Mohamed Solih, en septembre 2018.

En 2011, les Maldives ont quitté le groupe des pays les moins avancés, selon la classification des Nations unies, et font désormais partie, depuis 2013, de celui des pays à revenu moyen supérieur. L'économie des Maldives repose essentiellement sur le tourisme et la pêche. L'Union est le quatrième partenaire commercial des Maldives et représente 10 % du total des échanges de biens réalisés par l'archipel en 2017.

Lors des élections législatives d'avril 2019, le Parti démocrate maldivien de M. Solih, membre de la coalition au pouvoir, a remporté la majorité des sièges, alors que le parti d'opposition est passé de 33 à 5 sièges.

Jorge Soutullo  
11/2019

